

Lutter pour l'Europe

Francisco Louçã

Fondateur et dirigeant du Bloco de Esquerda ; membre du Parlement portugais

Une étude récente du FMI reconnaît que les politiques d'austérité imposées à certains pays européens ont été déséquilibrées, inefficaces et biaisées (document de politique générale du FMI, septembre 2013, « Réévaluation du rôle et des modalités de la politique budgétaire dans les économies avancées »). Approuvé par Oliver Blanchard, Conseiller économique en chef, mais pas par le Conseil d'administration du FMI, le document reprend les conclusions précédentes des services du FMI remettant en question la cohérence des programmes d'ajustement en Europe. Dans le langage cryptique FMI, « les dernières études suggèrent que les consolidations importantes fondées sur les dépenses tendent à augmenter les inégalités, et que l'accroissement des inégalités peut compromettre la croissance ». Pourtant, le FMI et ses partenaires, la troïka imposant ses décisions à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, proposent précisément maintenant une nouvelle approche qui aggrave les inégalités : réduire le salaire minimum et la valeur des pensions déjà attribuées.

Les cibles sont les jeunes travailleurs qualifiés, qui devraient accepter des emplois précaires avec un salaire réduit, en abaissant le coût du travail au-dessous du niveau de survie du salaire minimum, et les travailleurs âgés, qui ont payé le système public de pensions. Cela conduit à une exploitation accrue et donc à l'accroissement des inégalités. Les solutions du FMI et de la troïka pour les problèmes qu'ils détectent, et qu'ils ont en fait générés, sont de nature à aggraver les problèmes réels. En fait, le problème est la politique d'austérité elle-même et cette façon autoritaire de diriger l'Europe.

Dans ce court article, nous évaluons la cohérence et les résultats de trois ans de programmes d'austérité, et nous présentons quelques éléments au sujet de la lutte pour la démocratie et la responsabilité sociale en Europe.

Une attaque féroce contre la démocratie

Les mémorandums imposés à la Grèce puis à l'Irlande et au Portugal, qui, sans surprise, ont presque exactement le même libellé, sans tenir compte des spécificités de chaque économie, constituaient une menace flagrante : la volonté de repenser les contrats sociaux établis par la démocratie en fonction des exigences du capital financier.

Au bout de quelques années, les résultats parlent d'eux-mêmes.

Tout d'abord, aucun taux de rendement financier n'a été réduit. En effet, ils ont même été amplifiés, dans la mesure où les privatisations ont livré aux spéculateurs les systèmes publics d'énergie, de transports, des services postaux et des grands pans entiers des systèmes de santé. Les flux de paiement à venir pour les partenariats public-privé n'ont pas été touchés, mais la fourniture de biens publics a été dynamitée.

Deuxièmement, le rendement des obligations souveraines a été protégé et accru, et les principales banques allemandes, britanniques et françaises ont été renflouées de la dette publique des pays attaqués.

Troisièmement, les mémorandums ont fait pression pour abaisser les salaires et les pensions, réduire le niveau de protection sociale et l'accès aux biens communs : en Grèce, les hôpitaux publics ne peuvent pas soigner les chômeurs et, au Portugal, plus de la moitié des chômeurs n'ont aucune allocation.

Après quelques années, les nations soumises à un mémorandum sont plus vulnérables et les sociétés sont plus inégalitaires. Le changement est brutal et rapide : aucun parti et aucun gouvernement dans aucun pays européen n'auraient pu proposer et obtenir ce résultat tragique en vertu d'une décision démocratique, sans chantage et intervention directe de la troïka. Telle est la mesure du succès des programmes d'ajustement, influencés par ses bénéficiaires effectifs car leurs objectifs propres étaient la dégradation des acquis sociaux, de la protection contre le chômage, la maladie et le vieillissement, et la marchandisation des biens essentiels à la démocratie à savoir la santé, l'éducation et la protection sociale. Tel est le résultat obtenu. Il en résulte le chômage qui permet de réduire davantage les salaires et la baisse des pensions puisque la finance de l'ombre cherche à s'approprier les fonds des régimes de protection sociale.

En outre, l'aggravation des intérêts de la dette souveraine – qui est l'effet domino de la récession provoquée par cette stratégie – fournit les outils pour exercer à long terme une pression et un contrôle sur ces pays. Le succès des politiques de la troïka est l'échec des pays sous protectorat.

Néanmoins, l'opinion publique a conscience que ces acquis sociaux sont le fondement de la vie démocratique, puisqu'après la Seconde Guerre mondiale ou après la chute des dictatures au Portugal, en Grèce et en Espagne, les mouvements ouvriers ont obtenu un haut niveau de socialisation des politiques sociales. Oui, l'objet du conflit sur les mémorandums, c'est la nature même de la vie démocratique et des droits sociaux de nos peuples. C'est pourquoi nous centrons notre combat sur le rejet des mémorandums.

Un combat pour la démocratie en Europe

Alors que l'effondrement des pays sous protectorat se poursuit, le discours des institutions européennes est que le programme fonctionne bien et qu'il faut le poursuivre avec détermination. En réalité, la Banque centrale européenne et la Commission européenne, deux *vortex* de la gestion austéritaire, rejettent toute mesure visant à protéger les économies et à favoriser la création d'emplois au détriment des profits des puissances financières, et il est clair que les généraux de l'armée des spéculateurs n'acceptent aucun changement d'orientation. Le document du FMI n'est que le témoignage d'un certain malaise d'économistes dont le monde est en train de s'effondrer : ils savent maintenant que la réduction des salaires ne casse pas le chômage, contrairement aux promesses de la théorie et à ce qu'assurait la légende.

Sans mobilisation, l'Union européenne poursuivra sa politique, défiant la réalité et fière du mécanisme social qu'elle impose aux pays du Sud. Pour Merkel et les banques allemandes, cela signifie plus de 40 milliards d'euros de gain net issus des opérations liées à la dette ainsi que la consolidation politique de l'impératrice. Pour le secteur financier de l'Europe, qui vient de détruire les belles proclamations en faveur d'une taxe Robin des Bois sur les transactions spéculatives promise de longue date, cela signifie dévoyer les aspirations sociales pour une Europe responsable. Au bout du compte, c'est la *business as usual* [on ne change rien] qui prévaut, avec trente millions de chômeurs.

Sous la montée de la pression, le paysage politique européen évolue. Les socialistes et les sociaux-démocrates, les partenaires isolés du gouvernement de droite en Grèce et les derniers conseillers militaires du Pentagone en France, ont été parmi les promoteurs des programmes de privatisation et d'austérité qui ont conduit les systèmes de protection sociale à l'épuisement, comme ils l'ont fait au Portugal et en Espagne. En imposant des mémorandums au sud de l'Europe, ces partis se dressent contre leurs peuples. Les Verts, perdant du terrain en Grèce, en France, en Italie et en Espagne, et en Allemagne après une nouvelle défaite majeure, se mobilisent en faveur du bombardement de la Syrie et d'une politique unifiée en Europe – cette position fédéraliste renforce les pouvoirs de Merkel dont elle abuse déjà. D'autres forces politiques se déplacent vers le centre et vers la droite, comme si la seule alternative politique était de poursuivre ou d'accepter l'agression néolibérale.

À l'inverse, la gauche socialiste, poussant à combattre farouchement l'austérité, tente de vaincre la troïka. Telle est la véritable aspiration de la gauche : constituer un front populaire contre le capital et enraciner le gouvernement de gauche dans une majorité qui en finisse avec les mémorandums, et défende les salaires et les pensions, l'annulation de la dette, la nationalisation du secteur financier afin de reconstruire le système de crédit pour l'investissement et l'emploi. Il faut pour cela un regain d'énergie. Une concentration de forces sociales, de capacités intellectuelles, de volonté et d'expérience, de programmes concrets, tout cela est nécessaire pour un tel gouvernement de gauche.

Une dimension européenne est également essentielle : un gouvernement de gauche capable de rompre avec la loi de l'autoritarisme financier – un nouveau défi que l'Europe n'a jamais relevé – est la seule chance pour la démocratie. Refusant tout sacrifice pour l'euro ou la gouvernance des banques, un gouvernement de gauche en Europe doit être le déclencheur d'une mobilisation continentale pour la solidarité et la responsabilité sociale.

Il s'agit d'une tâche historique. Depuis un demi-siècle, la protection sociale, les systèmes de santé nationaux, l'école publique et d'autres services publics, la Sécurité sociale, les contrats de travail, les dispositifs de protection des pauvres, la réduction des inégalités, résultaient de conflits et de négociations entre intérêts opposés. Cet équilibre est rompu et ne sera pas rétabli ; la finance devient une matière noire cherchant dans tous ces services une source inépuisable de profit. Aujourd'hui, c'est à la gauche de défendre le peuple. Seule la gauche peut le faire.

Une guerre sans trêve a été lancée en Europe. Ne nous trompons pas : en luttant pour l'Europe, en respectant la démocratie dans chaque pays, avec la solidarité pour principe directeur des mouvements sociaux, nous trouvons un terrain commun à tous, Européens de toutes les couleurs et immigrants, jeunes et vieux, hommes et femmes. L'Europe est un champ de bataille pour le profit ou pour la démocratie, pour la dette ou pour les salaires, pour une minorité ou pour les peuples. ■